

la misère et l'injustice n'est certes pas celle que les Canadiens souhaitent projeter. Ils comprennent parfaitement qu'il faut conserver et protéger les ressources naturelles. Mais au profit de qui? Un élément de solution réside évidemment dans l'impôt progressif sur le revenu. Mais le monde dans son ensemble est encore loin d'un système de transfert des

ressources qui s'apparente à l'impôt sur le revenu et il n'est peut-être pas judicieux de s'aventurer trop loin dans cette voie. Toutefois, dans un monde où de grands écarts existent quant à la qualité de vie des habitants, écarts que font ressortir d'une part des techniques de communications de plus en plus perfection-

nées et qu'accroissent d'autre part les restrictions que des gouvernements peuvent imposer à la distribution des ressources non renouvelables, l'insécurité et l'égoïsme menacent de prévaloir.

En 1973, le Canada était engagé dans de multiples activités internationales (prêts à faible intérêt, assistance technique, réglementation des océans, contrôle des armements, maintien de la paix, réforme monétaire, aide alimentaire, conservation de l'énergie) pouvant être considérées comme les charges internationales que supportent les Canadiens pour l'entretien du système mondial. Il ne s'agit pas de lourdes charges, et peut-être la plupart des Canadiens n'en éprouvent-ils pas le moindre ennui. Mais il faut à coup sûr continuer de les assumer si le Canada veut conserver sa place dans le monde.



La reine Elizabeth II inaugure le 1^{er} août l'édifice Lester B. Pearson, nouveau siège du Ministère.